

Ce livret est financé par :



La METRO, Grenoble Alpes Métropole

Rhône-Alpes Région



Région Nord Pas-de-Calais



Région Wallonne



Interreg IV efface les frontières



Fonds Européens de Développement Régional

rencontre

**Parlons-en
ou
cause toujours?**

**Le débat,
qu'est-ce qu'on y gagne
quand on est à la rue?**

Sommaire

Le réseau Capacitation Citoyenne	3
Rencontre du 18 novembre 2008	8
à Fontaine (Isère)	
Des visites	10
Parlons-en ou Cause toujours?	14
Le débat, qu'est-ce qu'on y gagne quand on est dans la rue?	
Changer le regard	20
Créer les conditions pour un dialogue constructif	21
La participation est indissociable de l'action	27
Les effets	29

Le réseau Capacitation Citoyenne

La proposition 31

d'un espace de débat
sur l'agglomération grenobloise

La rencontre régionale du 29 novembre 2008 39

Pauvreté, Précarité :
Quelle démocratie participative
pour quelles transformations ?

Ce livret fait partie d'une série, d'une histoire. En 2000, un premier ensemble de treize livrets a été réalisé par des groupes de la Région Nord-Pas-de-Calais, de l'agglomération Grenobloise en France, du Sénégal et du Brésil.

A partir de 2004, de nouveaux groupes ont participé au projet en Wallonie (Belgique), dans le Nord-Pas-de-Calais, la région parisienne et l'Isère (France). Ils ont réalisé le livret retraçant leurs expériences singulières. La démarche continue aujourd'hui sur ces mêmes territoires. Les 13 premiers livrets étaient jaunes, les 13 suivants sont bleus, la troisième série est rouge de Sienna, la quatrième vert émeraude et celle-ci violette.

Ces livrets rendent compte d'une réflexion commune portée sur leur propre action par les personnes impliquées dans un projet collectif. C'est une forme d'auto-évaluation qui tente de mettre en valeur les capacités citoyennes mobilisées dans l'action qu'elles mènent.

Capacitation...!?

Le mot "capacitation", emprunté à la fois aux Brésiliens (capacitação) et aux Sénégalais, a fait son chemin dans le mouvement participatif depuis la parution des treize premiers livrets.

Cousin de "formation", il place davantage l'individu et le groupe au centre de la démarche, comme acteur de sa propre transformation, dans un contexte et des processus collectifs. On a pu synthétiser la démarche en disant « *La capacitation citoyenne, c'est comprendre les raisons de sa situation et mieux, pouvoir la faire évoluer avec d'autres citoyens.* »

Ecrire un livret, une étape essentielle

Chaque livret est issu d'un dispositif différent et élaboré dans un contexte particulier mais son élaboration suit en général le même cheminement. Un groupe est contacté et informé sur Capacitation Citoyenne. S'il est intéressé, il va réaliser son livret et choisit lui-même les personnes invitées à travailler. Trois à quatre réunions sont alors organisées. Après un premier temps de description de l'action effectuée par le groupe, on répond collectivement et contradictoirement à une série de questions ouvertes. Un ou deux animateurs de Capacitation Citoyenne, extérieurs au groupe, ont pour mission d'animer ces réunions et de consigner par écrit ce qui s'y dit, puis, à la séance suivante, on relit l'intégralité des textes ensemble.

Diffuser largement son expérience

On prend alors le temps de modifier, préciser, améliorer la formulation. Le groupe choisit les illustrations du livret. Il reçoit ensuite une cinquantaine d'exemplaires

qui deviennent carte de visite, plaquette, document de présentation et de réflexion pour le groupe.

Des livrets sont distribués à tous les groupes pour découvrir les expériences des autres. Un certain nombre est conservé pour les futurs groupes. Enfin, les institutions qui financent l'action et les animateurs de Capacitation Citoyenne diffusent également à la demande, et les livrets sont toujours téléchargeables sur le site internet : www.capacitation-citoyenne.org.

Se rencontrer

Au-delà de l'échange de livrets entre les groupes, Capacitation Citoyenne est un programme de rencontres entre les personnes. Ce programme est décidé collectivement, pendant les séances plénières annuelles, qui développent aussi des ateliers sur la capacitation citoyenne. Sur la base de ce programme commun, des rencontres thématiques sont organisées et rassemblent les groupes voulant travailler sur un sujet particulier. Le programme permet aussi des échanges entre deux groupes, qui peuvent aller jusqu'à des séjours de quelques jours les uns chez les autres, pour approfondir la compréhension d'un dispositif, ou des invitations sur un sujet à l'initiative d'un collectif.

Par ailleurs, le réseau favorise la formulation et la mise en œuvre d'actions communes.

Un réseau à vivre

Plus de soixante-dix expériences participent à présent au programme Capacitation Citoyenne. Lors des premières rencontres à Dunkerque, en septembre 2000, les participants avaient lancé l'idée d'un réseau et souhaité un prolongement de l'action, qui favorise le développement de nos moyens d'agir collectivement. Le réseau rassemble des collectifs de tous horizons : espaces de formation, collectifs ou associations, économie solidaire ou espaces de concertation initiés par l'action publique, et d'autres formes d'action collective qui visent à agir sur les conditions de vie.

Les rencontres plénières annuelles, à Roubaix en mars 2005, Mons en mai 2006, Roubaix en juin 2007, Bruxelles en mai 2008, confirment l'intérêt d'échanger et de travailler sur une meilleure conscience de l'organisation sociale, économique et politique, pour la transformer.

Comme plusieurs participants l'affirment, « *Capacitation Citoyenne, il faut venir y participer pour bien en comprendre la richesse et le caractère exceptionnel.* »

...

Rencontre du 18 novembre 2008

à Fontaine (Isère)

La rencontre Capacitation Citoyenne « *Parlons-en ou Cause toujours? Le débat, qu'est-ce qu'on y gagne quand on est à la rue?* » s'est déroulée le 18 novembre 2008 à la salle Tavel de Fontaine. Elle a été organisée avec Solidarités Nouvelles de Charleroi et des acteurs grenoblois de l'action sociale: les associations Point d'eau, Femmes SDF, le Fournil et Médecins du Monde.



Des visites

Pour la venue de différents groupes du réseau, nous avons organisé des visites dans les locaux de deux des structures co-organisatrices de la rencontre.

Association Point d'eau

Quand nous sommes arrivés, des gens jouaient à la pétanque devant l'entrée de l'association. Le cadre est très agréable, on peut y prendre un café ou un thé, on peut s'installer dans le coin bibliothèque pour lire dans des sièges en cuir, très confortables, ou prendre un livre avec soi, on peut déposer ses affaires dans un espace de stockage, on peut y recevoir son courrier. On sent que le lieu a été aménagé pour accueillir les usagers dans les meilleures conditions.

L'association Point d'Eau fait partie des boutiques solidaires de la fondation Abbé Pierre. C'est un lieu d'accueil pour les personnes à la rue ou en très grande difficulté, ouvert tous les jours de la semaine. Il propose gratuitement des douches et éventuellement des lessives, mais Point d'Eau est avant tout un lieu où se poser. Chaque année, il y a environ 14000 passages, pour environ 900 personnes. Une équipe de salariés et de bénévoles reçoit les usagers, dans l'anonymat, pendant les horaires d'ouverture.

Femmes SDF

Femmes SDF est une association qui accueille, trois jours par semaine, des femmes en errance dans un local situé dans le quartier Berriat à Grenoble. L'objectif de Femmes SDF est de changer leur regard sur elles-mêmes et le regard de l'extérieur, et de rendre visible le problème auprès des pouvoirs publics. Il y a trois salariées. *« Ici, on travaille sur la vie quotidienne. Elles sont dans la survie. C'est difficile de leur faire entendre autre chose que leurs soucis du quotidien. »* Il y a un accompagnement des femmes dans leurs démarches administratives sans jamais faire à leur place. On organise des sorties en fonction des envies des utilisatrices.

Capacitation Citoyenne en balade jusqu'au local de Point d'eau.



Les femmes en errance un problème invisible

En 2000, la directrice à l'origine du projet a mené une enquête sur ces femmes en situation de précarité. À ce moment-là, ce problème ne se posait pas parce qu'elles étaient invisibles. Elles se protègent des violences qu'elles subissent au quotidien en passant inaperçues. Elles ont aussi souvent des animaux, chiens, chats, rats. Certaines, les plus jeunes et les plus fragilisées, vivent en groupe ou en couple.

De plus, la problématique des femmes en errance gêne parce qu'une femme ne doit pas se retrouver dans la rue dans nos représentations. *« Pourquoi est-ce que tu ne fais pas le tapin plutôt que la manche ? On la méprise plutôt que l'admirer. Il y a une hiérarchie entre les misères. »*

Le local des femmes, un endroit pour elles

Depuis 2004, elles ont un endroit pour elles. Ce local est agréable. Les visiteurs s'étonnent : *« Nous, à chaque fois qu'on demande un local, on nous donne celui que personne ne veut. Ici, les politiques font le contraire. »* Le local est réservé exclusivement aux femmes.

C'est plus facile de parler entre femmes qu'avec des hommes. Il est important que les hommes se rendent compte de cela.

Les usagères de ce lieu peuvent connaître des souffrances personnelles, et aussi se trouver dans une situation de précarité matérielle. Elles n'arrivent pas à survivre avec le RMI, donc elles vivent dans la rue. Au sein du local, elles peuvent reprendre des forces. *« Ici, c'est un cocon où on retrouve des forces pour se confronter à l'extérieur. »* On peut se reposer, dormir, rester dans le silence. On peut prendre une douche, un bain. On fait aussi ensemble à manger en contribuant chacune aux frais. Il y a des règles basiques dans le lieu : tout ce qui est dit ici ne doit pas être répété à l'extérieur ; les histoires de rue restent à la porte. *« Ici, on découvre que l'on a des richesses personnelles. »* Il s'agit aussi de retrouver des systèmes de solidarité et des projets.

Ce lieu est aussi très important pour des femmes qui ne vivent plus dans la rue. Lorsqu'elles s'en sortent, elles se retrouvent dans des appartements dans lesquels elles ont l'impression d'étouffer. Pouvoir revenir au local est un soutien et un réconfort.

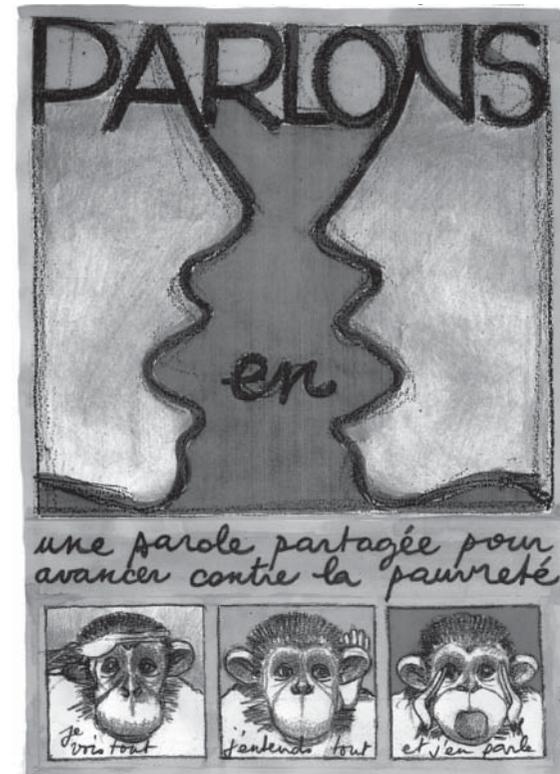
Parlons-en ou Cause toujours?

Le débat, qu'est-ce qu'on y gagne quand on est dans la rue?

La première rencontre Capacitation Citoyenne dans la région Rhône-Alpes s'est donc déroulée le 18 novembre 2008 à Fontaine (Isère). Elle a été l'occasion d'aborder un sujet central du réseau, à savoir la question de la démocratie participative comme outil de changement pour les précaires. On s'est appuyé sur l'expérience du «Parlons-en» pour construire l'animation de cette rencontre.

Cette rencontre a rassemblé environ 80 personnes et 30 collectifs différents dont 10 structures grenobloises travaillant avec des précaires.

L'affiche du «Parlons-en»



Les associations ou collectifs :

- **Aides**, Grenoble, soutien aux malades et prévention contre le sida
- **L'Appart**, Grenoble, service spécialisé de l'ALTHEA (Accueil et Lieux de Transition d'Hébergement et d'Accompagnement) qui accueille les personnes en situation ou risque de prostitution
- « **arpenteurs** », Fontaine, animateur de Capacitation Citoyenne
- **Association Point d'eau**, Grenoble, décrite ci-dessus
- **Association Pontoise pour la Participation Citoyenne** (APPC), Pont-de-Claix, association d'habitants de Pont-de-Claix
- « **Autour d'une table...** », Fontaine, association nomade qui a pour but de créer des liens sociaux, de faire des passerelles entre les associations, de rapprocher les générations et d'intégrer les jeunes dans les chantiers éducatifs de l'APASE par des moments de rencontre autour d'un petit déjeuner, d'un repas ou d'une soupe
- **Bonjour!**, Charleroi, groupe qui propose de rendre visite à l'hôpital aux personnes seules et précarisées
- **CLCV**, la Confédération de la Consommation, du Logement et du Cadre de Vie de Grande-Synthe, association qui agit dans de nombreux domaines, notamment ici sur l'état de la pollution et ses conséquences pour la santé des habitants de la côte d'Opale.

- **Codase**, Fontaine, éducateurs de rue qui travaillent avec des jeunes de 16 à 25 ans.
- **Comité d'habitants**, Fontaine, instance de participation à l'échelle de la ville qui propose de débattre sur toutes les thématiques
- **Comité de Quartier de l'Hommelet**, Roubaix, association d'habitants de l'Hommelet
- **Le Crieur Public de la Croix Rousse**, Lyon, qui propose aux gens d'écrire des messages qu'il va crier tous les dimanches sur le marché. Il a créé le ministère des rapports humains
- **Ensemble Notre Quartier**, Montreuil-sous-Bois, association d'habitants de Montreuil qui travaille sur les questions du vivre ensemble
- **Femmes SDF**, Grenoble, décrite ci-dessus
- **Le Fournil**, Grenoble, association qui a été créée par des "habitants de la rue". Elle propose des repas tous les midis, et des soupes les soirs d'hiver. Les utilisateurs peuvent venir avec leurs chiens
- **France 3**, télévision régionale
- **Le GADL**, Liège, Groupe d'Action Droit au Logement
- **Issue de Secours**, Grenoble, maison relais pour des hommes de plus de 50 ans, habitants de la rue.
- **La Maraude**, Grenoble, personnes qui circulent dans la ville pour reconforter rencontrer les gens en détresse et chercher à les convaincre de rejoindre un centre d'accueil.

- **Mosaïkafé**, St-Martin-d'Hères, café associatif installé dans le quartier Renaudie qui a pour but de développer les rencontres et le lien social entre les habitants du quartier
- **Ozanam**, Vaulnaveys-le-bas, centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) pour hommes seuls
- **Periferia**, Bruxelles, animateur de Capacitation Citoyenne
- **Les petits doigts de fées**, Charleroi, association qui développe des services autour de la couture et de la réparation de vêtements.
- **Le pôle psychiatrique précarité**, Grenoble, dispositif de soins du CHS (Centre Hospitalier Spécialisé) "Hors les murs" chargé d'amener aux soins psychiatriques les personnes exclues ou en grande précarité
- **Radio Grésivaudan**, radio régionale
- **Regards d'habitants**, Grande-Synthe, lieu de débat sur l'aménagement de la ville, issu de l'Atelier de Travail Urbain
- **Solexine**, Grenoble, lieu qui accueille des personnes autour de l'expression artistique
- **Solidarités Nouvelles**, Charleroi, A.S.B.L. (Association Sans But Lucratif) qui propose de soutenir les solidarités entre les personnes touchées par des difficultés de logement. Elle cherche notamment à permettre aux "habitants de la rue" de reprendre une place dans le débat public, en accueillant le "**Parlons-en**".

- **Toudi Boudji**, Charleroi, projet tourné vers les jeunes qui sont à la rue
- **Virus 36**, Grenoble, association qui permet de construire ensemble des outils de parole

Les représentants des collectivités locales :

- la Ville de Fontaine, représentée par Françoise Pico, qui nous accueille
- le Conseil Régional Rhône Alpes, représenté par son vice-président François Auguste.

Après un tour de présentation des différents participants, on a échangé autour du film « **Parlons-en ou cause toujours? Quand les précaires carolos* ont droit au chapitre** » réalisé par Michel Garcin et Pierre Mahey, produit avec l'aide du Conseil Régional Rhône-Alpes. Le **Parlons-en** est l'instance de débat et de construction de solutions collectives, avec et pour les précaires, qui fonctionne depuis plusieurs années à Charleroi en Belgique. L'après-midi, on a réfléchi sur les conditions nécessaires pour la mise en place d'un type de "Parlons-en" sur l'agglomération grenobloise.

* Les carolos sont les habitants de Charleroi

Changer le regard

Les rencontres comme celles de Capacitation Citoyenne permettent de changer le regard porté sur les habitants de la rue. *«J'avais entendu le bourgmestre (le maire) dire que les SDF sont des alcoolos, des fous, des cas sociaux.»*

Il faut démystifier l'idée que les gens de la rue sont des personnes dangereuses et malades. Il y a une tendance actuellement à se tourner vers le pôle psychiatrique pour résoudre des problèmes d'hébergement. *«On va à la rencontre de nos partenaires pour leur faire comprendre que les habitants de la rue ne sont pas tous des malades mentaux, même s'ils présentent des troubles du comportement.»*

Cette image négative est en train de changer. En effet, il y a malheureusement de plus en plus de personnes qui vivent dans la rue. Donc, les gens se disent que cette situation peut leur arriver aussi.

De plus, des espaces de paroles comme Parlons-en montrent que ces personnes ont des éléments à apporter aux débats. *«Je n'ai pas de ressources mais j'ai des ressources.»*

Créer les conditions pour un dialogue constructif

Il n'existe pas "une" méthode. À Charleroi, le Parlons-en a été créé à la suite d'un incident violent dans un centre d'hébergement. Après cet événement, le centre a fermé plusieurs jours ses portes, pénalisant l'ensemble des "habitants de la rue". Ceux-ci se sont retrouvés devant les portes de la mairie avec des représentants de l'ASBL Solidarités Nouvelles et ont demandé le dialogue avec les autorités.

À partir de là, l'idée d'organiser régulièrement un espace de parole est née. Les différentes institutions, les professionnels, les associations et surtout les "habitants de la rue" ont ainsi mis en place le Parlons-en,

Le débat dans la salle Marguerite Tavel à Fontaine



accueilli et animé par le relais social. (Voir aussi le livret Capacitation Citoyenne, collection bleue, "Une parole partagée pour avancer contre la pauvreté").

Il y avait une pratique existante des associations qui a aidé à faire exister cette expérimentation et à la pérenniser. *«La preuve était déjà faite que l'on peut débattre.»* Mais ça n'a pas été un long fleuve tranquille. C'est le fruit d'un apprentissage collectif des habitants de la rue et des travailleurs sociaux. Auparavant, dès qu'il y avait une critique, chacun évitait le dialogue par crainte d'entrer en conflit.

Il est essentiel que les projets partent des gens mais *«ça ne se fait pas tout seul»*. Il faut créer les conditions pour que les gens participent: *«il faut du fric pour monter un projet; il faut des locaux, on ne peut pas être au bistrot du coin; il faut des animateurs, des gens qui se mettent au service du collectif, un éducateur qui se met au service des gens sans faire à leur place; il faut de la formation, informer sur ses droits et comment les faire valoir; et la presse, il faut créer les conditions pour que la presse soit intéressée.»*

Il est important d'être accessible à tous. Sur les plaquettes d'information, il faut utiliser un langage simple.

Inviter les personnes indispensables

La présence des responsables est déterminante. Mais le contexte n'est pas toujours prêt. Pour certains, à Grenoble, aujourd'hui, il est impossible d'inviter tout le monde, les financeurs, les professionnels et les usagers. Pour d'autres, *«impossible n'est pas français.»* On doit inciter les élus et les responsables à être présents pour éviter qu'ils se renvoient la balle. La présence des seules personnes convaincues n'est pas suffisante.

Mais comment inciter tout le monde à venir? On a pu voir que même les lois ne suffisent pas. Une assemblée de citoyens, comme la nôtre aujourd'hui, n'a-t-elle pas la légitimité d'inviter, de convoquer les responsables sur les questions qui la concernent?

Les élus convaincus peuvent être des relais et jouer un rôle dans le développement de processus participatifs avec les pauvres et les précaires. Ils peuvent aussi appuyer nos propositions et intervenir auprès des autres élus pour créer un lieu de parole entre associations, personnes de la rue et responsables politiques. Faut-il utiliser des moyens plus agressifs? *«on a qu'à se rendre avec quelques habitants de la rue à leur domicile avec la presse et les inviter officiellement à participer à la prochaine réunion.»*

Néanmoins, on ne peut pas être dans l'attente d'initiatives des élus. C'est important de les solliciter pour dire que ça les concerne. Mais il faut qu'ils soient dans l'écoute. À Charleroi on a l'habitude de dire : **« d'abord vous répondez à notre question, après vous dites ce que vous avez à dire. »**

Libérer la parole

Il existe des règles non écrites au sein du Parlons-en. **« Chacun peut s'exprimer comme il le veut mais il n'engage que ce que lui-même dit, il s'exprime en son nom. On peut s'exprimer d'une façon violente mais dans le respect des autres, on ne peut pas agresser quelqu'un. »** La parole libre et directe a été privilégiée. Ainsi, la première partie du Parlons-en est consacrée aux nouvelles de la rue. **« Le Parlons-en est un moyen pour libérer la parole. »**

Dans ces instances, on est porteur de parole. **« C'est important d'être là, on a beaucoup plus de billes pour défendre les projets. »**

Parler pour révéler la violence, au risque de provoquer le conflit

Pour mettre en place ce type d'instance, il ne faut pas redouter le conflit. En général, tous les efforts sont faits pour éviter les affrontements, on tente de pacifier les rapports. Mais ce monde est violent, les inégalités dans le partage des richesses sont agressives, les conditions de vie des gens sont cruelles. Le conflit est nécessaire, il permet de rendre visible cette violence, ce qui est indispensable pour combattre ses causes. Le lieu de débat est le lieu où l'on fait vivre les conflits d'intérêts. Certains considèrent même que rien ne bouge sans le conflit. **« On est dans une société où sans le conflit rien ne se passe. » « Dans l'idéal, on va éviter la violence, mais on n'a pas le choix. On nous oblige à déclencher ce conflit sinon, on ne va pas nous entendre. »** Une participante cite à l'appui de cette réflexion un récent ouvrage de Miguel Benasayag et Angélique Del Rey "Éloge du conflit".

En Belgique, les gens semblent moins craindre l'affrontement. Comme le rappelle le ministre de l'environnement belge dans le film, les associations ont un droit à la critique. Cela semble plus difficile en France. Dans certains cas, les associations craignent de donner la parole à leurs usagers, même dans les conseils de vie sociale.

La participation est indissociable de l'action

Par exemple, le Fournil, association créée par des habitants de la rue, a rencontré des difficultés pour acquérir la confiance des autres structures.

Faut-il le conflit pour avancer? Faut-il aller jusqu'à ce que la violence mette en danger des personnes?

Comment construire des stratégies pour prévenir des situations violentes sans étouffer les conflits?

Parler pour construire des actions collectives

Le Parlons-en n'est pas le lieu de l'action, mais celui de l'échange et de l'expression du conflit pour chercher et proposer des solutions. C'est plutôt un lieu de conscientisation et de mobilisation collectives. Les problèmes sont exprimés et les personnes peuvent imaginer des modes d'actions différents pour faire face à ces situations.

Ainsi, le Parlons-en est un espace où de nombreuses initiatives collectives ont émergé, comme Bonjour!*

(Voir aussi le livret *Capacitation Citoyenne*, collection rouge-sienne, "Du rêve à l'action collective. Les Budgets Participatifs du Relais Social de Charleroi").

* *Bonjour!* est un collectif de SDF qui rendent visite aux précaires dans les hôpitaux.

Le dialogue est important, mais parfois il ne suffit pas. L'action et sa médiatisation contribuent à construire un rapport de force qui permet ensuite de négocier avec les élus. «*Grâce à la presse, il y a eu un article et les responsables municipaux se sont rendu compte qu'il fallait faire quelque chose.*»

En arrière plan, les photos de Bruno Fischesser prises lors de la rencontre *Capacitation de Bruxelles* (2008).



Certaines actions n'ont pas leur place dans une instance où l'institution est présente. Du coup, si des membres du Parlons-en estiment que les solutions proposées ne sont pas à la hauteur de l'enjeu, les groupes peuvent, en dehors de l'instance, proposer des actions directes et s'organiser pour revendiquer. La plupart du temps, les actions naissent du débat entre les différents acteurs au sein du Parlons-en.

Ainsi, Solidarités Nouvelles et d'autres associations carolos mènent régulièrement des actions comme des manifestations ou des campements pour interpeller les pouvoirs publics sur les problèmes. **«L'année dernière, on a gagné un mois supplémentaire d'ouverture des centres d'hébergement pour sans-abri. Cette année, on a gagné 15 lits après avoir planté des tentes sur la place du tribunal.»**

Les Carolos ont réussi à trouver un équilibre entre un lieu de parole productif et des actions renforcées par le dialogue et la réflexion.

Parler pour reprendre un rôle ou repositionner son rôle, son métier

La participation des précaires au débat provoque des changements. Les professionnels modifient leur comportement vis-à-vis des usagers des structures. **«J'ai pas fait d'autres études que l'université de la rue, je suis là pour te donner un coup de pied au cul, mais surtout pour t'apprendre à te prendre par la main pour te les donner toi-même.»** On reconnaît que les habitants de la rue ont des compétences. Par exemple, des policiers et des juges ont participé au Parlons-en.

Le film «Parlons-en ou Cause toujours?» est visible sur les sites www.teleQuartiers.com et www.capacitation-citoyenne.org

The screenshot shows the website 'TELEQUARTIERS' with a navigation menu on the left containing categories like PARTICIPATION, CITOYENNETÉ, SOLIDARITÉ, etc. The main content area features a video player with a play button and a synopsis of the film 'Parlons-en ou Cause toujours?'. The synopsis describes the film as a reportage about the Belgian television channel 'SDP' and its role in social issues. Below the synopsis is a section for 'AJOUTEZ VOTRE COMMENTAIRE' with fields for 'Nom' and 'Email'.

La proposition

Cela a permis de modifier leur représentation des habitants de la rue. *« Chacun peut venir, parler et être écouté, entendu et reconnu, et peut se dire qu'il a des potentiels. Les travailleurs sociaux se retrouvent devant des femmes et des hommes qu'ils croyaient connaître et découvrent d'autres personnes. »*

De plus, les habitants de la rue reprennent une place dans la société. Ils découvrent qu'ils ont eux aussi un rôle à jouer pour identifier les problèmes et les solutions.

Agir pour les autres, c'est agir pour soi

« Quand on fait pour les autres, on fait aussi parfois pour soi-même. J'ai quitté la rue parce qu'on a fait Bonjour! On n'était que deux, il fallait faire des réunions et je n'avais plus le temps de faire la manche. J'ai demandé des chèques repas mais on m'a donné le minimex et j'ai pu avoir un petit logement. »*

Il faut que ceux qui viennent aient envie de gagner quelque chose. Après, on trouve que c'est important de garder un lien avec la rue, de savoir ce qui s'y passe et d'aider les anciens copains. *« Du moment qu'on commence à parler ça devient efficace. »*

* Le minimex est l'équivalent du RMI en Belgique.

d'un espace de débat sur l'agglomération grenobloise

En conclusion de la journée, les participants proposent de créer un "Parlons-en" à grenobloise et d'en faire la proposition au Conseil Régional le 29 novembre lors de la Rencontre Précarité et Démocratie Participative.

Entre le 18 et le 29 novembre 2008, plusieurs des groupes participants ont rédigé une proposition issue de ces réflexions. Elle a été présentée le 29 novembre 2008 à François Auguste, vice-président du Conseil Régional, et dans un des ateliers de la rencontre régionale. D'autres groupes ont souhaité avoir davantage de temps pour impliquer leurs participants.

Proposition pour la constitution d'un espace de débat entre associations, institutions et utilisateurs en grande précarité

Contexte et objectifs généraux de la démarche

*Dans le cadre du réseau Capacitation Citoyenne et avec les associations Point d'eau, Femmes SDF, Le Fournil, Solidarités Nouvelles de Charleroi et Periferia, «arpenteurs» a organisé une rencontre intitulée «**Parlons-en ou cause toujours? Le débat, à quoi ça sert quand on est à la rue?**» le mardi 18 novembre 2008 à Fontaine.*

Cette rencontre a rassemblé environ 80 personnes et 30 collectifs différents dont 10 structures grenobloises qui travaillent avec des précaires et des élus de la ville de Fontaine et du Conseil Régional Rhône-Alpes.

Le travail de la journée s'est appuyé sur l'expérience du Parlons-en, instance de débat et de construction de solutions collectives avec et pour les précaires, qui fonctionne depuis plusieurs années à Charleroi en Belgique. Ce type de dispositif composé des professionnels, des institutionnels mais aussi des utilisateurs en grande précarité n'existe pas sur l'agglomération grenobloise. La proposition issue de nos travaux est de créer un lieu d'expression et d'échange analogue.*

Un espace pluriel et constructif

Nous avons repéré quelques principes fondamentaux pour la réussite d'un tel dispositif:

- *Cet espace doit être inter-institutionnel, on doit pouvoir y retrouver des acteurs de la société civile et des institutions publiques.*
- *Cet espace doit être largement ouvert aux personnes concernées. Elles sont porteuses d'une expertise sur les situations qui les concernent.*
- *Pour François, ancien habitant de la rue (SDF), «**quand on tient compte de notre avis dans un espace de débat, on n'est plus seulement dans***

* Le film "Parlons-en ou cause toujours?" (www.Téléquartiers.org) et le livret bleu Capacitation Citoyenne "une parole partagée pour avancer contre la pauvreté" (www.capacitation-citoyenne.org/livrets.php) présentent cette initiative.

la rue, on fait partie de la société». «Parler» est quelque chose de primordial qui permet aux uns et aux autres de reprendre un rôle.

- C'est un espace où chacun peut s'exprimer comme il l'entend mais n'engage que lui-même dans ce qu'il dit dans un souci de construction collective.
- Cet espace a pour vocation d'être un espace de débat, qui doit supporter le conflit pour proposer et construire des solutions collectives aux différents problèmes rencontrés au quotidien par les habitants de la rue.
- Il s'agit de créer les conditions pour l'émergence de projets et d'actions.

Les objectifs

- Donner la parole à ceux qui ne l'ont pas.
- Créer des liens et une meilleure coordination entre les différents acteurs qui agissent contre la précarité, entre associations, et entre associations et institutions. La diversité permettra de trouver une cohérence entre les dispositifs qui vont de l'urgence à l'insertion.
- Révéler la violence subie par les habitants de la rue dans un contexte qui permette au conflit de devenir producteur. Il s'agit de faire

des diagnostics et de trouver des solutions en commun.

- Aménager un lieu de négociation, de délibération. Ceci permet de reconnaître le rôle et les fonctions de chacun.
- Développer du collectif. Les usagers peuvent agir collectivement eux-mêmes à l'amélioration de leurs conditions. Ce lieu doit favoriser leurs initiatives.
- Changer l'image que l'on peut avoir des habitants de la rue.
- Faire évoluer les politiques publiques en matière de lutte contre la précarité à partir des échanges dans l'espace de débat.

Les moyens nécessaires

- Donner une "force de convocation à l'instance": faire en sorte que l'ensemble des associations, collectifs et pouvoirs publics qui sont en lien avec la grande précarité soient présents lors de ces temps de rencontre. Ici, le Conseil Régional peut sans doute fonder la légitimité du dispositif.
- Mobiliser largement les utilisateurs en grande précarité: créer des supports de communication adaptés à des publics "volatiles" tels que ceux de la rue...

- Produire et diffuser les traces des échanges : comptes-rendus écrits et vidéo.
- Animer cette instance de débat.
- Auto évaluer régulièrement l'espace de débat avec l'ensemble des participants (usagers, financeurs, élus politiques, travailleurs sociaux...).

Une opportunité déjà existante

Le collectif d'associations bénévoles luttant contre la précarité et l'exclusion, rassemblant 12 associations* de l'agglomération grenobloise, fonctionne depuis plusieurs années.

Ce collectif a accepté une ouverture aux usagers et aux institutions de tutelle, et pourrait devenir le lieu de débat proposé.

* Les 12 membres de ce collectif sont : L'Oreille Du Cœur, Croix Rouge Française Départementale, Roms Action, Le Fournil, Accueil des SDF, Secours Catholique, Femmes SDF, Point d'Eau, Médecins du Monde, Diaconat Protestant, Nicodème, La Banque Alimentaire de l'Isère.

Un calendrier prévisionnel

Du 18 novembre au 29 novembre 2009

Rédaction de cette proposition avec plusieurs participants de la journée du 18.

29 novembre 2009

Présentation de la proposition par les partenaires grenoblois et carolos à l'assemblée réunie au Conseil Régional Rhône-Alpes sur le thème de la Démocratie Participative et la Précarité.

Janvier-mars 2009

Rassembler, mobiliser et convaincre l'ensemble des acteurs impliqués dans la lutte contre la pauvreté autour de cette démarche. Il s'agit, au-delà de ces premiers principes, de dessiner précisément le projet avec l'ensemble des partenaires.

L'association Solidarité Nouvelles de Charleroi est prête à nous rejoindre dans ce travail de préparation et, ainsi, d'apporter son expertise fondée sur les nombreuses années de fonctionnement du "Parlons-en".

La rencontre régionale du 29 novembre 2008

Avril 2009

Création de l'espace de débat.

Il faut définir la périodicité des rencontres (une fois par mois pendant 2h?). La séance pourrait se structurer en deux parties: un temps pour évoquer toutes les actualités et un temps d'échange sur un sujet précis et de construction collective de propositions. L'ordre du jour sera défini d'une séance à l'autre.

Pauvreté, Précarité: Quelle démocratie participative pour quelles transformations?

La rencontre régionale a connu un grand succès. Plus de 600 personnes étaient au rendez-vous, dont la moitié en situation de précarité. Pour certains, cela a été un *«moment de l'histoire sociale de la France.»*

Une partie des participants réunis dans l'hémicycle du Conseil Régional Rhône-Alpes.



La réussite de cette manifestation est le fruit d'un processus de co-élaboration entre des élus, des techniciens et des associations de précaires, ou travaillant avec des précaires, au sein d'un comité de pilotage.

Ainsi, les règles du jeu ont été définies collectivement de façon à permettre en priorité l'expression des précaires, et non pas celle des professionnels et des élus: favoriser les temps d'échanges en petit groupe; privilégier les temps informels en proposant du café autour de braseros pour se réchauffer... Ceci a contribué à une liberté d'expression et de ton. *«On s'est senti comme chez nous.»*

Une liberté de ton pendant le discours introductif

Le discours introductif a été prononcé à plusieurs voix. Celle de François Auguste, vice-président du Conseil Régional sur les décisions politiques qui creusent des inégalités. Puis celle d'un membre participant de "Moderniser sans Exclure":

«Le système t'aime, il te tue. Nous voulons agir et pas gémir, nous voulons être partie prenante des décisions qui nous concernent, nous voulons aussi décider. Nous voulons être des citoyens et pas seulement des pauvres.»

La journée s'est ensuite déroulée en deux parties, la matinée en ateliers pour définir des propositions mises en débat l'après-midi en plénière. Onze thématiques autour de sujets tels que l'emploi, le pouvoir d'achat, le logement/habitat, l'expertise et la force collective des citoyens, la relation aux services publics, la lutte contre les discriminations et pour l'égalité femmes-hommes...

Des membres de Capacitation Citoyenne et de l'Association Point d'Eau ont participé à l'atelier hébergement et citoyenneté pour présenter l'expérience du Parlons-en et débattre de l'intérêt de ce type d'instance avec les autres participants de l'atelier.

Le Crieur Public de la Croix-Rousse a créé un endroit convivial pour accueillir les participants.



L'atelier Hébergement et Citoyenneté*

La crise économique aggrave la précarité en France. Les associations et les Banques Alimentaires n'ont pas les moyens de faire face aux besoins. Il est urgent de trouver des réponses, même temporaires. Certains estiment qu'il faut passer à l'action : réquisitionner des logements vides, démolir les mobiliers anti-citoyens, supprimer les caméras de vidéosurveillance qui contribuent à faire la chasse aux SDF...

D'autres préfèrent agir auprès des ministères pour chercher à changer les politiques publiques. Les associations nationales et les fédérations ont une responsabilité et un rôle à jouer pour créer les conditions de ce dialogue avec les élus. Ces deux types de manière d'agir peuvent co-habiter, voire se renforcer mutuellement. **« C'est ensemble que l'on doit interpeller les politiques. C'est en luttant et en réagissant qu'on va faire bouger les choses. »** Comment peut-on construire une expertise collective ?

* Il s'agit d'un des ateliers organisés le 29 novembre 2008. Ont été présents : FNARS, Armée du Salut, travailleurs sociaux, le conseil de développement, Habitat et développement, Triangle, Secours Catholique de Chambéry, Adjoint au maire de Savoie, ATD Quart monde, Notre Dame des sans abris, « arpenteurs », Association Point d'eau, Solidarités Nouvelles.

L'un des constats est qu'il n'existe pas ou très peu d'espaces en France dans lesquels les précaires et les habitants de la rue sont invités à débattre des décisions qui les concernent. Or, ils ont des compétences et veulent collaborer pour trouver des solutions aux problèmes. **« Il faut construire avec les gens, et pas penser à leur place. » « On veut avoir un droit de regard sur les décisions qui nous concernent. On veut collaborer mais pas se compromettre. »**

À Strasbourg, des "habitants de la rue" se sont mobilisés pour réquisitionner des logements et choisir leurs travailleurs sociaux.

Les précaires "prennent possession" du Conseil Régional.



Ils ont le sentiment que certains travailleurs sociaux les considèrent comme « des moins que rien ». **« On veut pouvoir défendre ses droits dans la dignité. »** Ils veulent que les travailleurs sociaux défendent leur projet, et non une politique de gestion. **« Je n'ai pas besoin d'interlocuteur mais j'ai besoin d'être accompagnée pour que ma parole soit entendue. Être ensemble et notre voix sans filtre. Je suis surtout une citoyenne à part entière. J'ai des besoins à exprimer et à faire remonter. »**

Créer des espaces publics de débat avec les précaires a donc rencontré un écho très favorable.

Les suites du 29 novembre 2009

Le comité de pilotage va continuer d'exister pour poursuivre le dialogue.

Une autre avancée majeure est la construction d'une politique régionale transversale à trois délégations. Ainsi, trois vice-présidents de la région Rhône-Alpes vont financer conjointement et en coopération des actions concrètes et des projets autour de la solidarité, de la démocratie participative et de l'emploi. Il s'agira de soutenir des structures travaillant avec les usagers dans leurs projets et de les mettre en lien.

François Auguste s'est aussi engagé à soutenir la création d'un espace d'échanges entre les usagers, les professionnels et les institutions à Grenoble. Ce sont des lieux de co-production collective de propositions construites à partir de la confrontation des différentes compétences dans le respect du rôle et des responsabilités de chacun.

Affaire à suivre !

...

Martine Haid et Paul Trigalet de Solidarités Nouvelles sont venus défendre la proposition de créer un espace public de débat avec les précaires au Conseil Régional Rhône-Alpes.



Participants

aux rencontres du 18 novembre

ANGÉLA, ANAÏS, ANDRÉ, ANNE, ANNE-LISE, ANNIE, BENOÎT, BRUNO, BRUNO, CATHERINE, CATHERINE, CHANTAL, CHRISTIANE, CLÉMENTINE, CYNTHIA, DANIEL, DELPHINE, DENIS, ELIANE, ELISABETH, FARID, FRANÇOIS, FRANÇOIS, FRANÇOISE, GEORGIO, GÉRARD, HÉLÈNE, HÉMÉDA, JEAN-MARIE, JUDITH, LAURENCE, LAURENT, LAURENT, LAURENT, LEDZ, LIONEL, LOÏC, LOUIS, LUCILLE, LUDO, LYDIE, MANTON, MARC, MARIE, MARIE-ODILE, MARIE-CLAIRE, MAUDE, MARTINE, MARTINE, MEDHI, MÉLISSA, MELISSA, MICHEL, MICHEL, MICHEL, MINOU, NINA, NUAGE, PIERRE, OLIVIA, PASCAL, PATRICK, PAUL, RAYMOND, RÉGIS, RICHARD, STÉPHANE, SLIM, SOLANGE, SOPHIE, SYLVIE, SYLVIE, SYLVIA, VINCENT, XAVIER, YAMINA, YÉTTA, ZAHRA

Rédaction du livret

Marie LAVAGNE

Contacts

Solidarités nouvelles
Boulevard Bertrand 10
6000 Charleroi
+32 (0)71 30 36 77
relais.social.charleroi@skynet.be

Conseil régional Rhône-Alpes
Direction de la Prospective, de l'Évaluation
et des Relations aux Citoyens
78 route de Paris
BP 19 - 69751 Charbonnières-les-Bains Cedex
+33(0)4 72 59 40 00
democratie@rhonealpes.fr



Capacitation Citoyenne

www.capacitation-citoyenne.org

L'animation du réseau Capacitation Citoyenne

arpenteurs

contact@arpenteurs.fr

Tél.: +33(0) 4 76 53 19 29

Fax: +33(0) 4 76 53 16 78

www.arpenteurs.fr

9, place des Ecrins

38600 Fontaine

France

Periferia

contact@periferia.be

Tél.: +32(0) 2 544 07 93

Fax: +32(0) 2 411 93 31

www.periferia.be

rue de la Colonne, 1

1080 Bruxelles

Belgique

Conception graphique et réalisation: ©«arpenteurs»2009

Toute reproduction autorisée sous réserve de citer la source.